

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUILLET 1919.

Projet de loi

réglant certaines questions en matière de propriété industrielle.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La revision de notre législation relative à la propriété industrielle, et spécialement aux brevets d'invention, aux dessins et modèles industriels et à la propriété des firmes commerciales, est depuis longtemps réclamée par les intéressés. En attendant qu'il puisse y être procédé, le projet de loi que le Gouvernement a l'honneur de présenter à la Chambre a pour objet de régler certaines questions spéciales nées de l'état de guerre, qui exigent une solution immédiate. Ce projet a été élaboré par la Commission de la propriété industrielle instituée par arrêté ministériel du 11 février 1919 (1).

La perturbation dans les moyens de communication résultant de l'état de guerre depuis le mois d'août 1914 et l'occupation de la plus grande partie de la Belgique par l'ennemi, ont rendu impossible en fait, pour les étrangers et nos nationaux résidant hors du pays, l'accomplissement normal des formalités requises pour jouir de la protection accordée à la propriété industrielle par notre législation.

En vue d'assurer autant que possible l'observation des prescriptions légales et de sauvegarder les intérêts en cause, le Gouvernement belge établi au Havre, a pris des mesures conservatoires destinées à déterminer d'une façon certaine la date à laquelle devraient se rapporter les inscriptions nécessaires que les événements ne permettaient pas d'opérer dans le pays.

(1) La Commission, composée de MM. André, L., Anspach, L., Bastenier, F., Braun, Th., Brunet, E., Brunet, J., Canon-Legrand, L., Capitaine, A., Coppieters, D., de Fuisseaux, H., de Ro, G., de Ruelle, J., De Visscher, Ch., Janssens, A., Mathus, Ed., Mavaut, O., Vander Haeghen, G., Van Elewyck, E., Wauwermans, P. et Zurstrassen, L., fut installée le 11 mars 1919. Les rapporteurs pour ce projet étaient MM. André et Coppieters.

Dans ce but, l'inscription des demandes de brevets, de marques de fabrique ou de commerce et des dessins et modèles industriels a été admise dans les bureaux du Ministère de l'Industrie et du Travail installé au Havre, sous réserve d'examen et de régularisation ultérieure.

Pour le surplus, les dépôts ainsi effectués restaient soumis à toutes les conditions de validité quant à leur objet, tant pour le fond que pour la forme des pièces à produire.

Actuellement, l'établissement des titres réguliers à délivrer aux bénéficiaires des inscriptions reçues de cette manière ne peut avoir lieu sans dérogations exceptionnelles aux lois respectives qui régissent la matière.

Aux termes de l'article 19 de la loi du 24 mai 1854 sur les brevets, le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement ne peut, en effet, accorder les brevets qu'en constatant dans l'arrêté même de délivrance que les formalités prescrites ont été remplies. Il faut donc que le Ministre y soit autorisé par une disposition légale pour que les brevets dont les demandes ont été reçues au Havre, soient délivrés dès que les mesures conservatoires ont été observées.

Cette autorisation fait l'objet de l'article 1^{er} du projet.

Pour les marques de fabrique ou de commerce, et les dessins et modèles industriels, le titre est le procès-verbal de dépôt. Celui-ci doit être dressé, suivant les lois respectives du 1^{er} avril 1879 et du 18 mars 1906, par les référendaires des tribunaux de commerce et les greffiers des conseils de prud'hommes compétents. Mais cet acte n'a d'effet qu'à partir du jour où il a été fait, en sorte qu'il n'est pas possible de régulariser les dépôts reçus au Havre, en les faisant remonter à la date de leur réception provisoire, sans que la loi le prescrive.

Les mesures propres à permettre ces régularisations sont proposées aux articles 2 et 3 du projet de loi.

Il importe qu'un délai soit déterminé pour la transformation des actes conservatoires en actes définitifs. L'article 4 fixe le terme de six mois après la ratification du traité de paix.

Enfin, le *Patent Office* de Londres a consenti, dans l'intérêt de nos nationaux, à recevoir des demandes de brevets et des dépôts de marques et de dessins ou modèles. Ces demandes et dépôts seront, aux termes de l'article 5 du projet, régularisés dans les conditions établies par les articles précédents.

L'article 6 règle le sort des demandes de brevets déposées en Belgique occupée. Celles-ci sont soumises au droit commun : elles seront examinées dans les formes ordinaires par le Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, et, si elles sont régulières, les brevets seront délivrés conformément à la loi.

Cette disposition est applicable même à celles de ces demandes qui ont été suivies de la délivrance d'un brevet par l'occupant. Quelque opinion que l'on professe, en théorie, sur la question de savoir si la convention de La Haye donnait à l'occupant le pouvoir de délivrer des brevets, il faut reconnaître que l'autorité légitime, rentrée en possession de ses droits, ne

pouvait laisser subsister des titres émanant de l'ennemi. De nouveaux brevets seront donc délivrés. Cette mesure ne peut d'ailleurs causer aucun préjudice aux intéressés, puisque les brevets prennent cours, non à la date de leur délivrance, mais à celle du dépôt de la demande.

Toutefois, il est arrivé que des poursuites en contrefaçon ont été intentées, pendant l'occupation, devant les tribunaux belges, sur la base de brevets délivrés par l'ennemi. L'équité exige que ces actes de poursuite, accomplis en vertu de titres qui présentaient une valeur apparente, soient validés.

Cette question ne se présente pas pour les marques de fabrique et les dessins ou modèles; ici, le titre du déposant consiste dans l'acte même du dépôt, sans qu'une décision ultérieure de l'autorité doive intervenir; les dépôts faits pendant l'occupation aux greffes des tribunaux de commerce ou des conseils de prud'hommes sont donc de tous points valables.

L'article 7 vise également les brevets dont les demandes ont été déposées en Belgique pendant l'occupation. Un arrêté de l'occupant, du 29 novembre 1917, imposait, pour la rédaction de la description, l'emploi de la langue flamande à titre exclusif lorsque l'inventeur avait son domicile légal dans la région qu'il qualifiait de flamande; d'autre part, lorsque l'inventeur avait son domicile à l'étranger, l'arrêté ne lui permettait l'emploi de la langue française qu'à la condition d'y joindre une traduction flamande. Ces deux règles, en opposition l'une comme l'autre avec les règlements établis, entraînaient des conséquences également désavantageuses pour les inventeurs : dans le premier cas parce qu'ils étaient généralement tenus de recourir à une langue qu'ils possèdent insuffisamment et qui servait mal leurs intérêts; dans le second cas, parce que la coexistence de deux textes différents les exposaient à tous les risques d'interprétation divergente, dont il est impossible *à priori* de mesurer les conséquences pour la portée de leurs revendications. Le projet revient à la règle édictée par l'arrêté royal du 24 mai 1854, modifié par celui du 15 décembre 1912, c'est-à-dire à la liberté de recourir soit à la langue française, soit à la langue flamande, pour autant toutefois que le choix reste encore possible eu égard aux pièces originales constitutives du dépôt de la demande de brevet.

Les articles 8 et 9 concernent les délais de priorité établis par la Convention internationale d'union pour la protection de la propriété industrielle. On sait que ceux qui ont déposé dans un des États unionistes une demande de brevet, une marque de fabrique, un dessin ou modèle, jouissent, en vertu de ladite convention, d'un délai de préférence pour le dépôt dans les autres États, avec la stipulation que ce dernier dépôt ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, sous réserve toutefois des droits des tiers. Ce délai est de 12 mois pour les brevets et de quatre mois pour les marques, dessins et modèles. L'interruption des communications par suite de la guerre ayant mis les déposants dans l'impossibilité d'effectuer le dépôt en Belgique dans ces délais, il est équitable de prolonger ceux-ci. Cette mesure a, d'ailleurs, été prise dans la plupart des autres pays, mais le projet en subordonne l'application à la condition de réciprocité.

Toutefois, cette prolongation des délais soulève une question délicate con-

cernant la situation de ceux qui, dans l'intervalle, auraient exploité en Belgique l'invention faisant l'objet du dépôt à l'étranger. A la vérité, l'article 4 de la Convention internationale réserve les droits des tiers ; mais il existe des controverses au sujet de la portée précise de cette réserve, et notamment du point de savoir si les tiers qui ont exploité l'invention dans le délai de priorité sont en droit d'invoquer, vis-à-vis de l'inventeur étranger, l'exception dite de « possession personnelle », qui aurait pour effet de les mettre à l'abri de l'action en contrefaçon et de les autoriser à continuer leur exploitation. La solution de cette controverse sortirait du cadre du projet de loi, qui n'a d'autre but que de régler des questions transitoires et urgentes. Mais le projet institue une procédure simple et facile en faveur des intéressés qui voudront se mettre à l'abri de tout risque et régulariser leur exploitation. Il leur suffira de provoquer, dans les trois mois à dater de la mise en vigueur de la loi, une expertise judiciaire destinée à constater l'état de leur exploitation, le rapport de l'expert recevra la même publicité que la description de brevets.

Le but du projet, en instituant cette procédure, est d'amener une entente entre l'exploitant et l'inventeur, par la concession d'une licence. Ainsi, le droit acquis de l'exploitant sera respecté, mais l'inventeur percevra telle redevance que les intéressés eux-mêmes jugeront équitable : ils traiteront en toute liberté à ce sujet. Le projet, afin d'exercer sur l'exploitant une pression légitime pour l'amener à cet accord, lui impose certaines charges au cas où l'accord ne s'établirait pas : payer au Trésor une taxe annuelle triple de celle que la loi impose à l'inventeur, dénoncer à l'inventeur les faits de contrefaçon qui viendraient à sa connaissance, éviter la confusion entre ses produits et ceux de l'inventeur, renseigner celui-ci chaque année sur l'importance de son exploitation, le tout sous peine de dommages-intérêts et même de retrait du droit d'exploiter.

Il va de soi que la taxe imposée à l'exploitant est indépendante de celle due par le breveté. Et en vertu du même principe, si le breveté était exonéré de la taxe, comme ce serait le cas si le brevet envisagé avait pour objet un perfectionnement à un brevet antérieurement obtenu en Belgique par le même inventeur, l'exploitant n'en devrait pas moins le triple de la taxe ordinaire afférente à un brevet d'invention, suivant la progression annuelle établie par la loi.

Enfin, il importe de mettre en relief que l'article ne vise que l'exploitation faite entre le 31 juillet 1914 exclus et la date de la mise en vigueur de la loi proposée. Toute exploitation faite jusqu'au 31 juillet 1914 ou après la mise en vigueur de la loi reste soumise au droit commun.

Il faut de plus que ladite exploitation ait eu lieu sans fraude, mais cette expression demande une explication. Il n'y aurait pas fraude par cela seul que l'exploitant aurait connu le brevet demandé à l'étranger par l'inventeur ; car ce brevet n'avait, par lui-même, aucune valeur en Belgique, et tant que l'inventeur n'avait pas usé du droit de priorité en déposant une demande de brevet dans notre pays, l'exploitation y était libre. Mais il y aurait fraude si l'exploitant avait eu connaissance de l'invention d'une manière abusive, par

exemple s'il s'agissait d'un ancien employé de l'inventeur, qui aurait été mis au courant de la découverte à l'occasion de son travail, ou encore si l'exploitant avait été en pourparlers avec l'inventeur pour la cession de ses droits en Belgique, ou dans toutes autres circonstances impliquant un manquement à la loyauté commerciale. C'est pourquoi le projet emploie l'expression « sans fraude » et non l'expression « de bonne foi » : car cette dernière pourrait être comprise en ce sens, que la faculté de régularisation de l'exploitation serait exclue dès que l'exploitant aurait connu le brevet étranger.

Pour la même raison, l'article sera applicable alors même que le brevet étranger aurait été pris avant la guerre, et qu'ainsi l'exploitant belge aurait pu en avoir connaissance ou même en aurait eu effectivement connaissance avant l'interruption des communications.

Il est bien entendu, d'ailleurs, que l'article n'institue pour l'exploitant qu'une faculté et non une obligation. S'il ne croit pas devoir remplir les formalités prescrites, ou s'il néglige de les remplir dans le délai légal, ou s'il n'est pas dans les conditions voulues, ou s'il s'agit de l'exploitation avant le 31 juillet 1914 ou après la mise en vigueur de la loi, le droit commun demeure applicable, c'est-à-dire que l'exploitant pourra invoquer la réserve du droit des tiers insérée dans l'article 4 de la Convention internationale, avec les risques que comporte le sens controversé de cette expression.

L'article 9 ne vise que les brevets et non les marques de fabrique ni les dessins ou modèles. La question, en effet, ne se pose pas pour ces branches de la propriété industrielle. Il serait contraire au principe même de la loi sur les marques de fabrique d'admettre que la même marque pût appartenir à plusieurs personnes. Et quant aux dessins et modèles, il n'est pas concevable qu'un dessin ou modèle identique soit déposé par des personnes différentes.

L'article 10 a pour objet d'exonérer de toute condamnation de chef de contrefaçon ceux qui ont, de bonne foi, exploité, pendant la période d'occupation, des inventions brevetées, ou des marques, dessins ou modèles déposés au profit de tiers. Cette disposition est motivée, comme la précédente, par l'impossibilité où les personnes résidant en Belgique occupée se sont trouvées de connaître ce qui se passait au-delà de la ligne du feu. Mais, il y a entre les deux cas une différence profonde. Dans le cas de l'article 9, le propriétaire du brevet, de la marque, du modèle ou dessin, ne possédait aucun droit légal en Belgique : en effet, sa demande n'était pas encore déposée, il se trouvait seulement dans le délai de priorité que la loi lui accorde pour effectuer ce dépôt. Dans le cas de l'article 10, au contraire, le propriétaire a fait le dépôt et possède un droit reconnu par la loi. Aussi ne suffit-il pas, pour que l'exploitant échappe aux peines de la contrefaçon, qu'il ait agi sans fraude : il est indispensable qu'il ait été de bonne foi, c'est-à-dire qu'il ait ignoré le dépôt.

Toutefois, cette disposition, par sa généralité, s'appliquera même si le dépôt envisagé a été fait en Belgique. La difficulté des communications à l'intérieur même du territoire occupé, la fermeture de l'Office des brevets pendant un certain temps, ne permettaient pas au public de se renseigner,

comme en temps normal, sur les droits privatifs que des tiers pourraient avoir acquis. Cependant c'est là, avant tout, une question de fait. Si, par exemple, la demande déposée en Belgique a été suivie de la délivrance d'un brevet par l'occupant, et si ce brevet a été publié, les tribunaux pourront, selon les circonstances, décider que ces faits excluent la bonne foi chez le défendeur.

Dans tous les cas, le tribunal, même en accueillant l'exception de bonne foi, pourra condamner le défendeur aux dépens de l'instance, celle-ci ayant été occasionnée par ses agissements.

Enfin, il importe de noter qu'à la différence de l'article 9, l'exception de bonne foi admise par l'article 10 n'a d'autre effet que d'exonérer le défendeur des peines de la contrefaçon, mais ne peut lui conférer le droit de continuer l'exploitation. L'article permet seulement au tribunal de lui accorder un délai pour mettre fin à cette exploitation et la liquider sans éprouver une perte trop considérable.

L'exception de bonne foi admise par l'article 10 s'applique à toute la période comprise entre le commencement et la fin des hostilités; cette période est même étendue jusqu'au 31 décembre 1918, parce qu'il est équitable d'accorder à l'exploitant un certain délai pour se renseigner.

Le bénéfice des articles 9 et 10 pourra d'ailleurs être réclamé par ceux qui auraient exploité dans la partie de la Belgique qui a échappé à l'occupant, si tant est que le cas puisse se présenter. La loi ne distingue pas, parce que la partie du territoire restée à l'abri de l'occupation ennemie étant zone de guerre, la difficulté des communications y étant sensiblement la même que dans la partie occupée.

La difficulté des communications n'est d'ailleurs pas la seule raison qui justifie l'article 10. La perturbation générale de la situation de l'industrie et du commerce, les difficultés de la vie, ont mis la plupart des citoyens dans la nécessité de recourir à tous les moyens de se procurer des ressources. Il y a dès lors un intérêt social à amnistier ceux qui, de bonne foi, ont porté atteinte aux monopoles industriels d'autrui. C'est pourquoi l'article 10 pourra être invoqué, pour les actes accomplis pendant la durée des hostilités, même s'il s'agit de brevets, de marques ou de modèles anciens, dont les tiers auraient pu, à la rigueur, prendre connaissance dès avant la guerre. De même encore, si l'exploitation commencée de bonne foi avant le 1^{er} août 1914 a été continuée postérieurement, l'exploitant sera, pour les faits antérieurs à la dite date, traité comme un contrefacteur de bonne foi, mais exonéré de toute sanction pour les faits postérieurs.

Si l'exploitation a été commencée en Belgique pendant le délai de priorité, mais avant le dépôt de la demande d'un brevet belge, et qu'ensuite ce brevet belge ait été demandé, soit en Belgique occupée, soit au Havre, avant la cessation des hostilités, l'article 9 demeurera seul applicable, en vertu du principe *mala fides superveniens non nocet*. Cela va de soi, d'ailleurs, puisque l'article 9 permet la continuation de l'exploitation même dans l'avenir.

L'article 11 règle le paiement des annuités de brevet demeurées en souffrance par suite de la guerre. Ses diverses dispositions n'exigent pas de longues explications.

L'arrêté royal du 3 août 1914 n'a suspendu les délais qu'à partir du 4 août. Il convient de faire remonter cette suspension au 1^{er} août, parce que dès cette date la situation était assez troublée pour que les paiements fussent rendus difficiles, d'autant plus que le 2 août était un dimanche.

Il était nécessaire d'organiser la reprise du paiement des annuités de telle manière que les anciennes dates annuelles d'échéance fussent conservées, sous peine de provoquer des confusions, des erreurs, et de compliquer considérablement le travail de l'administration. Le § 2 de l'article répond à ce desideratum. Comme il n'était pas possible de déterminer à cette fin une date fixe, dans l'incertitude où nous sommes encore de la date à laquelle la paix sera signée, le procédé le plus simple était de laisser au Gouvernement le soin de fixer cette date par arrêté royal.

Le § 3 vise les annuités échues dans les six mois qui ont précédé le commencement des hostilités, lesquelles auraient dû, par application de l'article 22 de la loi du 24 mai 1834, modifié par celle du 27 mars 1837, être payées après que la guerre eût éclaté.

Le § 4 dispense l'Administration de l'avertissement préalable au paiement des taxes; il serait, en effet, pratiquement impossible à l'Administration de donner cet avertissement pour un aussi grand nombre d'annuités arriérées; les inventeurs seront suffisamment avertis par la loi elle-même.

De même que l'article 11 relève les inventeurs de la déchéance encourue pour défaut de paiement des annuités, l'article 12 les relève de celle qui résulte de la non-exploitation.

L'article 13 prévoit la prolongation de la durée des brevets, prolongation déjà impliquée, d'ailleurs, dans l'article 11. Cette prolongation est vivement désirée par les inventeurs, qui ont été dans l'impossibilité d'exploiter fructueusement leurs brevets pendant la guerre, et qui éprouveraient une véritable déception s'il n'était pas déféré à leurs vœux. Mais il ne faut pas se dissimuler que cette prolongation soulève de graves objections si l'on se place au point de vue des droits des tiers. Aussi est-il indispensable de prendre des mesures pour sauvegarder les divers intérêts en présence.

La durée de la prolongation, d'après le projet, sera la même que celle qui est prévue par l'article 11 pour le paiement des annuités : elle courra pour chaque brevet, à partir du 1^{er} août 1914 jusqu'à la première échéance d'annuité qui suivra la date à fixer par arrêté royal comme étant celle de la reprise normale des affaires. En un mot, toute la période de trouble industriel et commercial sera décomptée, comme si elle n'existait pas.

Mais s'il est prouvé que le propriétaire d'un brevet déterminé ou le bénéficiaire d'une licence a, malgré la guerre, exploité l'invention avec profit, les tribunaux saisis, soit par action directe, soit comme défense à une action en contrefaçon, de la question de savoir si le brevet est expiré, pourront refuser au demandeur le bénéfice de la prolongation. S'il y a plusieurs ayants-droit au même brevet, la situation de chacun d'eux, à ce point de vue, devra être apprécié séparément.

Le bénéfice de la prolongation ne pourra être réclamé par les étrangers qu'à charge de réciprocité.

Mais si la durée normale du brevet est venue à expiration pendant la guerre, et qu'un tiers a exploité le brevet postérieurement à cette expiration, le respect des droits acquis exige, non seulement que ce tiers échappe à toute action en contrefaçon, mais même qu'il ait le droit de continuer l'exploitation. Il doit en être ainsi alors même qu'il aurait commencé cette exploitation avant la date normale d'expiration du brevet, et qu'ainsi il tomberait sous le coup de la loi à raison de cette exploitation antérieure : celle-ci, illégitime au début, est devenue légitime du jour où, en vertu de la loi en vigueur, l'exploitant a pu et dû considérer le brevet comme expiré.

Le projet assimile à ceux qui ont exploité l'invention ceux qui ont seulement commencé l'exploitation, en installant des ateliers, usines ou magasins, en faisant des commandes ou en accomplissant d'autres actes analogues qui ne soient pas de simples préparatifs éloignés, mais constituent déjà un commencement d'exécution ayant entraîné pour eux des dépenses ou des engagements vis-à-vis de tiers. Il est rationnel d'accorder le même droit aux tiers qui ont découvert des perfectionnements à l'objet d'un brevet expiré pendant la guerre, et qui ne peuvent les exploiter aussi longtemps que le brevet principal subsiste.

L'application de ces dispositions prendra d'ailleurs fin à une date très rapprochée de la mise en vigueur de la loi, car il importe de déjouer la manœuvre qui consisterait à entreprendre l'exploitation après que le projet de loi sera connu du public.

L'article 14 établit la condition de réciprocité requise pour l'application aux ressortissants de pays étrangers du bénéfice des articles 8, 10, 12 et 15.

En ce qui concerne la constatation de la réciprocité, il n'a pas paru opportun de s'en tenir au système de la réciprocité pure et simple, qui laisse aux tribunaux le soin de rechercher, à l'occasion de chaque cas particulier, si la réciprocité existe. Les inconvénients de ce système, qui laisse la porte ouverte à la possibilité de décisions contradictoires dans les différents pays peuvent être considérés comme peu graves dans les matières ordinaires du droit civil ; mais il en est autrement dans des matières qui touchent de près aux intérêts économiques, surtout à un moment où la concurrence entre nations va devenir plus ardente que jamais, et où parmi les concurrents il s'en trouve à l'égard desquels des précautions spéciales doivent être prises. Il est dès lors nécessaire de confier, comme on l'a fait dans d'autres pays, au Gouvernement le soin de constater officiellement l'existence de la réciprocité, de manière à réaliser l'unité des vues entre les différents États, et à les amener éventuellement à améliorer leur législation intérieure concernant les droits des étrangers.

Les articles 15, 16 et 17 ont pour but de remédier à certaines difficultés pratiques qui pourraient se produire comme conséquence plus ou moins directes de l'état de guerre.

L'article 15 modifie l'article 17 de la loi du 24 mai 1854 sur les brevets, en prescrivant qu'à l'avenir la description ne pourra être rédigée qu'en français ou en flamand, lorsque le demandeur n'est pas Belge ou assimilé aux Belges au point de vue de la jouissance des droits civils.

L'expérience nous a appris les dangers de l'infiltration allemande. L'article proposé a pour but d'empêcher que les Allemands, abusant de ce que leur langue est parlée par un petit nombre de nos compatriotes, ne nous inondent de brevets rédigés en allemand. Désormais, nos compatriotes et les étrangers autorisés à établir leur domicile en Belgique auront seuls le droit de se servir de cette langue.

L'article 16 a pour objet de faciliter à l'administration l'envoi des avertissements préalables prescrits par la loi, concernant le paiement des annuités afférentes aux brevets. L'envoi de ces avertissements à l'étranger présente des complications. Il arrive aussi que l'inventeur change de domicile, et que son nouveau domicile soit inconnu de l'administration. Ces difficultés seront plus fréquentes que jamais au lendemain de la guerre, qui a apporté tant de changement dans la situation des individus. C'est pourquoi l'article dispose que l'avertissement ne devra être donné qu'en Belgique, au domicile indiqué par le breveté, et que, si celui-ci a un mandataire, l'avertissement sera donné au domicile de ce dernier.

L'article 17 concerne la représentation des intéressés par les mandataires professionnels. L'administration s'est trouvée parfois dans le cas de constater de graves abus dans les agissements de certaines personnes exerçant cette profession. Il est de l'intérêt du public que le Ministre compétent ait le droit d'empêcher celles qui se sont ainsi rendues coupables de fautes graves de continuer à effectuer des dépôts de demandes de brevets et de remplir de nouveaux mandats vis-à-vis de l'administration.

Le Gouvernement doit attirer l'attention de la Chambre sur le caractère d'urgence que revêt la proposition de loi à raison des droits importants tenus en suspens auxquels elle doit s'appliquer, notamment, pour la délivrance des quelque dix mille demandes de brevets déposées pendant la guerre.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*

JOSEPH WAUTERS.



PROJET DE LOI

réglant certaines questions en matière
de propriété industrielle.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie, du
Travail et du Ravitaillement est
chargé de présenter, en Notre nom,
aux Chambres législatives, le projet
de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

La réception des demandes de brevets d'invention, d'importation et de perfectionnement qui a été faite dans les bureaux du Ministère de l'Industrie et du Travail, au Havre, tiendra lieu de dépôt régulier. En conséquence, la date légale de l'invention sera celle de la dite réception, et un arrêté du Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, constatant celle-ci, sera délivré au déposant et constituera son brevet.

ONTWERP VAN WET

tot regeling van sommige vraagstukken betreffende den nijverheidseigendom.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading wordt er mee belast in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te stellen, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De ontvangst der aanvragen om uitvindings-, invoer en vervolmakingsbrevetten in de bureelen van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid te Havre, zal gelden als een regelmatige nederlegging. Dienvolgens zal de wettelijke dagteekening der uitvinding die zijn van gemelde ontvangst, en een besluit van den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, van die ontvangst doende blijken, zal aan den nederlegger worden afgegeven en diens brevet uitmaken.

ART. 2.

Sur le vu d'une attestation fournie par le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, constatant la date de réception des pièces requises, les référendaires des tribunaux de commerce compétents recevront, dans les formes prescrites par la loi du 1^{er} avril 1879, les dépôts des marques de fabriques ou de commerce qui ont été inscrites dans les bureaux du Ministère de l'Industrie et du Travail, au Havre. Ils mentionneront dans leurs procès-verbaux la date de réception des pièces au dit Ministère. Les droits attachés au dépôt prendront cours à partir de cette date.

L'attestation du Ministre sera transmise au greffe par l'administration et restera annexée au procès-verbal.

ART. 3.

Sur le vu d'une attestation fournie par le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, constatant la date de réception des plis cachetés contenant les dessins et modèles industriels dans les bureaux du Ministère de l'Industrie et du Travail, au Havre, les greffiers des Conseils de prud'hommes compétents recevront, dans les formes prescrites par la loi du 16 mars 1806, les dépôts des dits plis. Ils constateront dans leurs procès-verbaux la date de la réception des pièces au dit Ministère. Les droits attachés au dépôt prendront cours à partir de cette date.

ART. 2.

Op inzage van het attest, verstrekt door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, van de dagteekening der ontvangst van de vereischte stukken doende blijken, zullen de referendarissen der bevoegde koop-handelsgerechten, in de vormen voorgeschreven bij de wet van 1 April 1879, de nedergelegde fabrieks- of koop-handelsmerken, die werden ingeschreven in de bureelen van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid te Havre ontvangen. In hun processen-verbaal zullen ze den dag van de ontvangst der stukken op voornoemd Ministerie vermelden. De aan de nederlegging verbonden rechten beginnen te loopen met dien dag.

Het attest van den Minister zal door de Administratie naar de griffie worden overgezonden en bij het proces-verbaal gevoegd blijven.

ART. 3.

Op inzage van een attest, verstrekt door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading en van den dag der ontvangst van de verzegelde nijverheidsteekenissen of modellen bevattende omslagen in de bureelen van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid te Havre doende blijken, zullen de griffiers der bevoegde werk-rechtersraden, in de vormen voorgeschreven bij de wet van 18 Maart 1806, gemelde nedergelegde omslagen ontvangen.

In hun processen-verbaal zullen ze doen blijken van den dag der ontvangst van de stukken op gemeld Ministerie. De met de nederlegging verbonden rechten beginnen te loopen met dien dag.

L'attestation du Ministre sera transmise au greffe par l'administration, avec les plis cachetés déposés au Havre et restera annexée au procès-verbal.

ART. 4.

Les régularisations prévues par les articles 2 et 3 ci-dessus devront être faites à la diligence des intéressés, qui auront à se présenter à cet effet dans les greffes compétents, au plus tard avant l'expiration des six mois à dater de la ratification du traité de paix, à peine d'être forclos du bénéfice du dépôt fait au Havre.

ART. 5.

Les articles 1, 2 et 3 sont applicables aux dépôts effectués pour la Belgique au Patent Office de Londres, à condition que les intéressés en fassent la demande dans le délai de six mois à dater de la ratification du traité de paix et que, pour ce qui concerne les brevets, ils aient au préalable acquitté la taxe de dix francs établie par l'article 3 de la loi du 24 mai 1854.

ART. 6.

Il sera délivré des brevets, par arrêté ministériel, conformément à l'article 19 de la loi du 24 mai 1854, en suite des demandes qui, pendant l'occupation allemande, ont été déposées régulièrement et conformément à l'article 17 de la dite loi, dans la partie occupée de la Belgique, soit que ces demandes aient ou n'aient pas

Het attest van den Minister zal met de te Havre nedergelegde verzegelde omslagen door de administratie naar de griffie worden overgezonden en bij het proces-verbaal gevoegd blijven.

ART. 4.

Tot de bij de bovenstaande artikelen 2 en 3 voorziene regelingen zal moeten worden overgegaan op het verzoek der belanghebbenden, welke zich te dien einde, op straf van verstoken te worden van het voordeel verbonden aan te Havre gedane nederlegging, ten laatste voor het verloop van zes maand, ingaande op den dag van de bekrachtiging van het vredesverdrag, op de bevoegde griffies zullen moeten aanmelden.

ART. 5.

De artikelen 1, 2 en 3 zijn toepasselijk op de nederleggingen voor België gedaan op het Patent Office te Londen, op voorwaarde dat de belanghebbenden er de aanvraag toe doen binnen de zes maand, ingaande op den dag van de bekrachtiging van het vredesverdrag, en dat ze, wat de brevetten betreft, vooruit de heffing van tien frank hebben betaald, vastgesteld bij artikel 3 der wet van 24 Mei 1854.

ART. 6.

Bij Ministerieel besluit zullen brevetten worden afgegeven overeenkomstig artikel 19 der wet van 24 Mei 1854, ingevolge aanvragen tijdens de Duitsche bezetting regelmatig nedergelegd en overeenkomstig artikel 17 van voormelde wet, in het bezet gedeelte van België nedergelegd, onverschillig of die aanvragen al of niet

donné lieu à la délivrance d'un brevet par l'occupant.

Seront considérés comme valides, les actes de poursuite qui auraient été accomplis en vertu d'arrêtés de brevet délivrés par l'occupant.

ART. 7.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du 24 mai 1854, modifié par l'arrêté royal du 15 décembre 1912, les brevets visés par l'article précédent ne comporteront qu'une seule description, soit en langue française, soit en langue flamande, soit en langue allemande, sauf dans ce dernier cas, que la description en langue allemande devra être accompagnée d'une traduction en langue française ou flamande, lorsque l'inventeur ne sera pas domicilié en Belgique.

ART. 8.

Les délais de priorité établis par l'article 4 de la Convention d'Union de Paris, modifiée à Washington en 1911, qui n'étaient pas expirés au 1^{er} août 1914 ou qui ont pris naissance après cette date, sont prolongés jusqu'à l'expiration des six mois qui suivront la ratification du traité de paix.

ART. 9.

Sans préjudice des droits réservés aux tiers par l'article 4 de la Convention internationale, ceux qui, postérieurement au 31 juillet 1914 et avant la mise en vigueur de la présente loi, auront, sans fraude, exploité

aanleiding hebben gegeven tot het verstrekken van een brevet door den bezetter.

Worden voor geldig gehouden, de akten van vervolging, waartoe werd overgegaan krachtens besluiten omtrent door den bezetter verstrekte brevetten.

ART. 7.

Overeenkomstig artikel 4 van het Koninklijk besluit van 24 Mei 1854, gewijzigd bij Koninklijk besluit van 15 December 1912, brengen de in voorgaand artikel bedoelde brevetten pas één beschrijving mede, dat is in het Fransch, in het Nederlandsch of in het Duitsch, in laatst gemeld geval zóó echter dat, zoover de uitvinding zijn woonplaats niet in België heeft, de beschrijving in het Duitsch gepaard dient te gaan met een vertaling in het Fransch of in het Nederlandsch.

ART. 8.

De voorrangstermijnen, vastgesteld bij artikel 4 van het vereenigingsverdrag van Parijs, in 1911 te Washington gewijzigd, die den 1 Augustus 1914 niet verstreken waren, of die na dien dag zijn begonnen te loopen, worden verlengd tot aan het einde van de zes maand, die zullen volgen op de bekrachtiging van het vredesverdrag.

ART. 9.

Ongeminderd de rechten, bij artikel 4 der tusschenstaatsche overeenkomst voor derden voorbehouden, zullen degenen die, na den 31^{en} Juli 1914 en vóór het in werking treden dezer wet, zonder bedrog tijdens den

une invention brevetée pendant le délai de priorité, ou leurs ayants-droit, pourront régulariser cette exploitation en présentant, dans les trois mois à dater de la mise en vigueur de la présente loi, une requête au Président du Tribunal de première instance dans le ressort duquel est situé leur établissement, à fin de désignation d'un expert qui constatera l'état de la dite exploitation et déposera son rapport au greffe dans le mois de la désignation. Le rapport contiendra un titre indiquant d'une manière sommaire et précise l'objet ou le procédé exploité. Le greffier dressera de ce dépôt un procès-verbal qui reproduira ce titre.

Dans le mois du dépôt, le greffier transmettra au Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, aux frais du requérant, une copie certifiée conforme du procès-verbal et du rapport de l'expert. Ces copies seront exemptes des droits de timbre et d'enregistrement.

La requête, l'ordonnance, le rapport et le procès-verbal seront à la disposition du public soit au greffe soit au Ministère. Le procès-verbal et le rapport de l'expert seront publiés dans les mêmes formes que les brevets.

A moins d'un accord entre le breveté et l'exploitant, celui-ci sera tenu :

1^o De payer annuellement au Trésor des taxes équivalentes au triple

voorrangstermijn en gebreveteerde uitvinding mochten in bedrijf hebben genomen, of de rechtverkrijgenden van die personen, dat bedrijf kunnen regelmatig maken met, binnen de drie maand, ingaande op den dag van het in werking treden dezer wet, een verzoekschrift te zenden naar den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg in welker rechtsgebied hun inrichting gelegen is, ten einde een deskundige te laten aanwijzen, die van den toestand van gemeld bedrijf zal laten blijken en zijn verslag zal ter griffie nederleggen binnen de maand der aanwijzing. Het verslag zal een titel behelzen, waarbij op beknópte en nauwkeurige wijze het benutte voorwerp of de benutte werkwijze wordt gekenschetst. De griffier zal van die nederlegging een proces-verbaal opmaken, waarin die titel zal worden overgenomen. Binnen de maand der nederlegging zal de griffier op kosten van den verzoeker aan den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading een voor eensluidend verklaard afschrift van het proces-verbaal en van het verslag van den deskundige laten geworden. Die afschriften zullen vrij zijn van zegel- en registratiekosten.

Het verzoekschrift, het bevèlschrift, het verslag en het proces-verbaal zullen ter beschikking zijn van 't publiek 'tzij op de griffie 'tzij op het Ministerie. Het proces-verbaal en het verslag van den deskundige zullen openbaar worden gemaakt in dezelfde vormen als de brevetten.

Ten ware een overeenkomst tusschen den brevethouder en den inbedrijfneemer tot stand kwam, zal deze verplicht zijn :

1. Jaarlijks aan 's Land Schatkist heffingen te betalen gelijkstaande met

des annuités qui restent à la charge du breveté;

2° De signaler au breveté les faits de contrefaçon qui viendraient à sa connaissance;

3° De recourir aux moyens généralement suivis pour éviter la confusion entre ses produits et ceux du breveté ou ceux des licenciés de celui-ci;

4° De renseigner, chaque année, le breveté au sujet de l'importance de son exploitation.

Tout exploitant qui ne satisferait pas à ces obligations, pourra être condamné à des dommages et intérêts envers le breveté, et le tribunal pourra, en outre, lui faire défense de continuer l'exploitation.

ART. 10.

Aucune condamnation du chef de contrefaçon de brevet, de marque de fabrique et de commerce ou de dessin ou modèle industriels ne pourra être prononcée pour des faits qui ont été accomplis de bonne foi entre le 31 juillet 1914 et le 31 décembre 1918 : toutefois les dépens pourront être mis à charge du défendeur.

Le tribunal pourra accorder au défendeur un délai équitable pour liquider l'exploitation constitutive de la contrefaçon dans les conditions que le tribunal déterminera.

ART. 11.

L'exécution de l'article 22 de la loi du 24 mai 1854, modifié par la loi du 27 mars 1837, qui a été suspendue à

het driefvoud van de ten laste van den brevethouder blijvende jaarsommen;

2. Aan den brevethouder de feiten van namaking vermelden, die te zijner kennis mochten komen.

3. De over 't algemeen gebruikte middelen aan te wenden om verwarring te vermijden tusschen zijn voortbrengselen en die van den brevethouder of van diens vergunninghouders.

4. Telken jare den brevethouder in te lichten omtrent den omvang van zijn bedrijf.

Elke inbedrijfnemer, welke die verplichtingen niet mocht nakomen, zal kunnen veroordeeld worden tot het betalen van schadevergoeding aan den brevethouder en het gerecht zal hem bovendien kunnen verbieden zijn bedrijf voort te zetten.

ART. 10.

Uit hoofde van namaking van een brevet, fabrieks- of koophandelsmerk, nijverheidsteekening of -model, zal geenszins kunnen worden veroordeeld voor feiten, waartoe te goeder trouw werd overgegaan tusschen den 31 Juli 1914 en den 31 December 1918; de kosten nochtans zullen ten laste van den verweerder kunnen worden gelegd.

Het gerecht zal den verweerder onder de voorwaarden die het zal vaststellen, een billijk tijdsbestek kunnen verleen en om het namaaksel-bedrijf te vereffen en.

ART. 11.

De uitvoering van artikel 22 der wet van 24 Mei 1854, gewijzigd bij de wet van 27 Maart 1837, die met

partir du 4 août 1914 par l'arrêté royal du 3 août 1914, sera rétablie dans les conditions ci-après :

1^o La suspension des délais ordonnés par l'arrêté royal du 3 août 1914 remontera au 1^{er} août.

2^o Le paiement de la première annuité en souffrance deviendra exigible au jour de l'échéance annuelle qui suivra une date à fixer par arrêté royal. Ce paiement ne comportera aucun délai de grâce. Les annuités subséquentes seront payables chaque année, au jour anniversaire du dépôt de la demande de brevet.

3^o Les annuités échues du 1^{er} février au 31 juillet 1914 qui n'ont pas été payées dans les délais prévus par les lois précitées, devront être acquittées dans le délai prévu au 2^o du présent article, sans nouveau délai de grâce et, le cas échéant, majorées de la somme de dix francs exigible lorsque le paiement n'a pas eu lieu dans le mois de l'échéance.

4^o Par dérogation à l'article 22 prémentionné, le paiement des annuités afférentes aux brevets visés par le présent article ne donnera lieu obligatoirement à aucun avertissement préalable.

5^o Les brevetés qui, nonobstant l'arrêté royal du 3 août 1914, ont acquitté les annuités échues, bénéficieront également des dispositions ci-dessus ; les versements effectués seront considérés comme anticipatifs.

den 4 Augustus 1914 bij Koninklijk besluit van 3 Augustus 1914 werd geschorst, zal onder de volgende voorwaarden weer ingaan :

1^o De schorsing der tijdsbestekken, bevolen bij Koninklijk besluit van 3 Augustus 1914, zal beginnen den 1 Augustus.

2^o De eerste achterstallige jaarsom zal opeischbaar worden dagg van den jaarlijkschen vervaltijd volgende op een bij Koninklijk besluit vast te stellen dag. Voor het betalen daarvan zal geenerlei bijgevoegde tijdsbepaling worden verleend. De later volgende jaarsommen zullen telken jare betaalbaar zijn op den verjaardag van de nederlegging der brevet-aanvraag.

3^o De jaarsommen, vervallen tusschen den 1^o Februari en den 31 Juli 1914 en niet betaald binnen de door voormelde wetten voorziene termijnen, zullen zonder nieuwe bijgevoegde tijdsbepaling moeten worden betaald binnen den bij 2^o van dit artikel bepaalden termijn, in voorkomend geval vermeerderd met de som van tien frank, opeischbaar zoo tot de betaling niet werd overgegaan binnen de maand van den vervaldag.

4^o Bij afwijking van voormeld artikel 22 zal men, wat betreft het betalen der jaarsommen voor de in dit artikel bedoelde brevetten, niet verplicht zijn vooraf te waarschuwen.

5^o De brevethouders, die, ondanks het Koninklijk besluit van 3 Augustus 1914 de vervallen jaarsommen hebben betaald, zullen eveneens uit bovenstaande bepalingen voordeel trekken ; de stortingen, waartoe werd overgegaan, zullen voor vooruitgedaan worden gehouden.

ART. 12.

Les délais fixés pour l'exploitation obligatoire des brevets, qui n'étaient pas encore expirés le 1^{er} août 1914, seront réputés avoir été suspendus et avoir cessé de courir depuis cette date jusqu'à l'expiration des six mois qui suivront la ratification du traité de paix. Il en sera de même pour les délais nés postérieurement au 31 juillet 1914.

ART. 13.

Dans la computation de la durée des brevets qui n'étaient pas expirés avant le 1^{er} août 1914, on ne comptera pas le temps compris entre cette date et la première échéance d'annuité qui suivra la date à fixer par le Gouvernement en exécution du n° 2 de l'article 11.

Les tiers qui, avant le 15 juin 1919, auront exploité l'objet d'un brevet qui était tombé dans le domaine public postérieurement au 1^{er} août 1914, auront le droit de l'exploiter dans l'avenir et ne pourront être inquiétés de ce chef.

Le droit d'exploiter l'objet de tout brevet tombé dans le domaine public postérieurement au 31 juillet 1914 appartiendra également à quiconque justifiera avoir, antérieurement au 15 juin 1919, commencé l'installation d'usines, ateliers ou magasins, ou fait des commandes, ou accompli d'autres actes impliquant un commencement d'exploitation, ou découvert des perfectionnements à l'objet du dit brevet.

ART. 12.

De voor het verplicht in bedrijf nemen der brevetten bepaalde termijnen, die den 1^{en} Augustus 1914 nog niet waren verstreken, zullen voor geschorst en in hun loop gestremd worden gehouden te beginnen met dien dag tot aan het verstrijken van de zes maand volgende op het bekrachtigen van het vredesverdrag.

ART. 13.

Bij het berekenen van den duur der brevetten, die niet vóór den 1^{en} Augustus 1914 vervallen waren, zal men den tijd niet meetellen, begrepen tusschen dien dag en den eersten vervalldag volgende op den dag door de Regeering, ter invoering van n° 2 van artikel 11 vast te stellen.

De derde personen die, vóór den 15 Juni 1919, het voorwerp van een brevet, dat na den 1^{en} Augustus 1914 openbaar eigendom was geworden, mochten hebben in bedrijf genomen, zullen er toe gerechtigd zijn het in de toekomst te blijven benutten en zullen uit dien hoofde niet mogen worden lastig gevallen.

Het recht om het voorwerp van eenig brevet, na den 31^{en} Juli 1914 algemeen eigendom geworden, komt eveneens toe aan eenieder, die er van zal doen blijken voor den 15^{en} Juni 1919 begonnen te zijn met het oprichten van fabrieken, bedrijfs- of berg-ruimten, die bestellingen mocht hebben gedaan of andere handelingen mocht hebben verricht, die een begin van bedrijfsuitoefening laten onderstellen, of die een vervolmaking van het voorwerp van gemeld brevet mocht hebben uitgevonden.

Le bénéfice de la prolongation pourra être retiré, en tout ou en partie, par les tribunaux, à l'inventeur ou à ses ayants-cause, lorsqu'il sera justifié qu'ils ont exploité avec profit entre le 1^{er} août 1914 et le 15 juin 1919.

ART. 14.

Le bénéfice des dispositions des articles 8, 10, 12 et 13 ne s'appliquera, en ce qui concerne les étrangers, qu'aux ressortissants des pays qui auront accordé aux ressortissants belges des avantages qui auront été reconnus équivalents par arrêté royal publié au *Moniteur belge*.

ART. 15.

Par dérogation à l'article 17 de la loi du 24 mai 1854, la description jointe à une demande de brevet devra être rédigée en français ou en flamand, lorsque le demandeur est étranger, à moins qu'il ne jouisse d'une autorisation d'établir son domicile en Belgique.

ART. 16.

L'alinéa 1^{er} de l'article 22 de la loi du 24 mai 1854, modifié par la loi du 27 mars 1857, est complété comme suit : « L'avertissement préalable doit être adressé, dans le pays seulement, soit au breveté lui-même, soit à son mandataire, dans chaque cas au domicile qu'ils auront indiqué à cet effet. »

Het voordeel der verlenging zal door de gerechten aan den uitvinder of zijn rechtverkrijgenden geheel of gedeeltelijk kunnen worden onttrokken, wanneer het zal bewezen zijn dat ze het brevet tussehen den 1ⁿ Augustus 1914 en den 15ⁿ Juni 1919 met voordeel zullen hebben in bedrijf genomen.

ART. 14.

Het voordeel van de bepalingen der artikelen 8, 10, 12 en 13 zal, wat de vreemdelingen betreft, enkel toepasselijk zijn op de aanhoorigen van landen, welke aan aanhoorigen van den Belgischen Staat voordeelen zullen verleend hebben, voor gelijkwaardig erkend bij in den *Moniteur belge* uitgegeven Koninklijk besluit.

ART. 15.

Bij afwijking van artikel 17 der wet van 24 Mei 1854 zal de bij een brevetaanvraag gevoegde beschrijving, zoover de aanvrager een vreemdeling is, moeten opgesteld zijn in 't fransch of in 't Nederlandsch, ten ware dien aanvrager was vergund zijn woonplaats in België te vestigen.

ART. 16.

Lid 1 van artikel 22 der wet van 24 Mei 1854, gewijzigd bij de wet van 27 Maart 1857, wordt aangevuld als volgt : « De voorafgaande waarschuwing moet, enkel binnenslands, worden gedaan 'tzij aan den brevethebber zelf, 'tzij aan diens gevolmachtigde, in elk geval ter woonplaats welke ze met het oog daarop mochten hebben gekozen. »

ART. 17.

Tout mandataire professionnel qui se serait rendu coupable de fautes graves dans l'exercice de sa profession pourra être exclu, par le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, du droit de déposer, en cette qualité, des demandes de brevets.

Donné à Bruxelles, le 20 juin 1919.

ART. 17.

Elk beroepsmatig gevolmachtigde, die zich in het uitoefenen van zijn beroep mocht schuldig hebbengemaakt aan erge vergrijpen, kan door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading worden beroofd van het recht om, in die hoedanigheid, brevetaanvragen neder te leggen.

Gegeven te Brussel, den 20 Juni 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie,
du Travail et du Ravitaillement,*

Van 's Konings wege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JULI 1919.

Wetsontwerp

**tot inregeling van sommige vraagstukken betreffende
den nijverheidseigendom.**

Memorie van toelichting.

MIJNE HEEREN,

De herziening van onze wetgeving betreffende den nijverheidseigendom, en inzonderheid de uitvindingsbrevetten, de nijverheidsteekeningen en modellen en den eigendom der koophandelsfirma's wordt sedert lang door de belanghebbenden geëischt. In afwachting dat tot die herziening kan worden overgegaan, heeft het wetsontwerp, dat de Regeering de eer heeft aan de Kamer voor te leggen, ten doel sommige bijzondere vraagstukken te regelen, die, voortgesproten uit den oorlogstoestand, een onmiddellijke oplossing vergen. Dat ontwerp werd opgemaakt door de Kommissie voor den nijverheidseigendom, aangesteld bij ministerieel besluit van 11 Februari 1919 (1).

De storing in de verkeersmiddelen voortspruitende uit den oorlogstoestand sedert de maand Augustus 1914 en de bezetting van het grootste gedeelte van België door den vijand maakten het voor de vreemdelingen en voor de Belgen, die buiten hun land verbleven, in werkelijkheid onmogelijk de vereischte formaliteiten regelmatig te vervullen om de door onze wetgeving aan den nijverheidseigendom verleende bescherming te genieten.

Ten einde zooveel mogelijk de naleving der wettelijke voorschriften te verzekeren en de betrokken belangen te beschermen, heeft de in Havre gevestigde Belgische Regeering beschermingsmaatregelen genomen er toe bestemd om met zekerheid den dag vast te stellen, waarop de noodige inschrijvingen, welke het wegens de gebeurtenissen niet mogelijk was in België te doen, had plaats gehad.

Met dat doel werd de inschrijving der aanvragen van brevetten, van fabrieks- of koophandelsmerken en van nijverheidsteekeningen en modellen

toegelaten in de bureelen van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid te Havre, onder voorbehoud van onderzoek en verdere regeling.

Verder bleven de aldus gedane neerleggingen met betrekking tot haar voorwerp onderworpen aan al de geldigheids voorwaarden, zoo wat den grond als wat den vorm der neer te leggen stukken betreft.

Thans kan de vaststelling van de aan de rechthebbenden wegens zoodanig verkregen inschrijvingen af te leveren regelmatige titels geen plaats hebben zonder buitengewone afwijkingen van de onderscheidenlijke wetten die de zaak beheerschen.

Krachtens artikel 19 der wet van 24 Mei 1854 op de brevetten, mag de Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading inderdaad slechts dan brevetten verleenen wanneer hij in het afleveringsbesluit zelf vaststelt dat de voorgeschreven rechtsvormen vervuld werden. De Minister moet dus door een wettelijke bepaling er toe gemachtigd worden om de brevetten, die in Havre werden aangevraagd, te verleenen als de beschermingsmaatregelen werden nageleefd.

Die machtiging is het voorwerp van artikel een van het ontwerp.

Voor de fabrieks- en koophandelsmerken, de nijverheidsteekeningen en — modellen bestaat de titel in het proces-verbaal van neerlegging. Dit moet opgemaakt worden, naar de onderscheidenlijke wetten van 1 April 1879 en van 18 Maart 1906, door de bevoegde referendarissen der koophandelsrechtbanken en griffiers der werkrechtcraden. Maar die akte heeft maar kracht van den dag, waarop ze werd opgemaakt, zoodanig dat het niet mogelijk is de in Havre neergelegde aanvragen te regelen met ze te laten ingaan op den dag der voorloopige ontvangst zonder dat de wet zulks voorschrijft.

De maatregelen geschikt om die regelingen mogelijk te maken worden voorgesteld in de artikelen 2 en 3 van het wetsontwerp.

Er dient een tijdsbestek te worden bepaald voor de omwerking van de beschermingsakten in bepaalde akten. Artikel 4 stelt een tijdsbestek van zes maand vast na de bekrachtiging van het vredesverdrag.

Ten slotte heeft het *Patent Office* van Londen, in 't belang onzer landgenooten, er in toegestemd brevetaanvragen en merk-, tekening- of modelneerleggingen aan te nemen. Die aanvragen en neerleggingen zullen, naar luid van artikel 5 van het ontwerp, geregeld worden onder de voorwaarden bepaald bij de vorige artikelen.

Artikel 6 regelt het lot der in bezet België neergelegde brevetaanvragen. Deze worden beheerscht door het gemeen recht; zij zullen naar de gewone wijze onderzocht worden door het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading en, indien ze regelmatig worden bevonden, zullen de brevetten overeenkomstig de wet worden afgeleverd.

Die bepaling is toepasselijk zelfs op de aanvragen van die personen, waaraan de bezettende macht een brevet heeft afgeleverd. Welke meening men in theorie ook toegedaan zij omtrent de vraag of de bezettende macht krachtens het Haagsche verdrag het recht had brevetten te verleenen, moet er worden erkend dat de wettige macht, weer in 't bezit van haar rechten, geen door-

den vijand geschapen titels kon laten voortbestaan. Nieuwe brevetten zullen dus afgeleverd worden. Deze maatregel mag echter geen schade veroorzaken aan de belanghebbenden, vermits de brevetten ingaan niet op den dag der aflevering, maar op den dag van de neerlegging der aanvraag.

Het is echter voorgekomen dat, tijdens de bezetting, vervolging voor namaking werd ingesteld voor de Belgische gerechten, op grond van door den vijand afgeleverde brevetten. De billijkheid eischt dat die daden van vervolging, voltrokken krachtens titels, welke schendwaarde hebben, geldig gemaakt worden.

Dat vraagstuk komt niet in aanmerking wat betreft de fabrieksmerken en de teekeningen of modellen; hier bestaat de titel van den neerlegger in de akte van neerlegging zelf, zonder dat een latere beslissing van de overheid noodig zij. De gedurende de bezetting bij de griffies der koop handelsrechtbanken of der werkrechtshraden gedaane neerleggingen zijn dus in alle opzichten geldig.

Artikel 7 beoogt eveneens de brevetten, waarvoor de aanvragen, gedurende de bezetting, in België werden neergelegd. Krachtens een besluit der bezettende macht van 29 November 1917, moest de beschrijving uitsluitend in de Nederlandsche taal worden opgemaakt, wanneer de uitvinder zijn woonplaats had in de streek, die zij 't Vlaamsch gedeelte van 't land noemde; anderzijds, mocht de uitvinder, die in 't buitenland woonde, krachtens dat besluit, slechts dan de Fransche taal gebruiken, wanneer hij bij zijn beschrijving in 't Fransch, eene vertaling in 't Nederlansch voegde. Die beide voorschriften, het een gelijk het ander, in strijd met de bestaande verordeningen, brachten voor de uitvinders even ongunstige gevolgen mede: in het eerste geval, omdat ze door den band verplicht waren een taal te gebruiken, die ze onvoldoende kenden en waarmee hun belangen slecht gediend waren; in het tweede geval, omdat het samenbestaan van twee verschillende stukken, hen blootstelde aan al de gevaren van een verschillende uitlegging, waarvan het, met het oog de draagwijdte hunner eischen, onmogelijk is vooraf de gevolgen te overzien. Het ontwerp brengt ons terug naar den regel, voorgeschreven bij koninklijk besluit van 24 Mei 1884, gewijzigd bij dat van 15 December 1912, 't is te zeggen tot de vrijheid de Fransche of de Nederlandsche taal te gebruiken, voor zoover nochtans de keuze nog mogelijk blijft, in aanmerking genomen de oorspronkelijke stukken, die het dossier der neergelegde brevetaanvraag uitmaken.

De artikelen 8 en 9 handelen over de voorrangtermijnen, vastgesteld door het tusschenstaatsch vereenigingsverdrag tot bescherming van den nijverheidseigendom. Men weet dat degenen, die in een der in de vereeniging getreden staten, een brevetaanvraag, een fabrieksmerk, een tekening of model hebben neergelegd, krachtens voormeld verdrag een termijn van voorkeur genieten voor de neerlegging van hun aanvraag in de andere staten, met de bepaling dat deze neerlegging niet kan worden ongeldig gemaakt door intusschen voorgekomen feiten, onder voorbehoud evenwel der rechten van derden. Deze termijn is twaalf maand voor de brevetten en vier maand voor de merken, teekeningen en modellen. Daar de wegens den

oorlog ingetreden verkeersstremming, de neerleggers in de onmogelijkheid stelde in België de neerlegging binnen deze termijnen te doen, is het maar billijk deze te verlengen. Deze maatregel werd overigens in de meeste andere landen genomen, maar het ontwerp maakt de toepassing er van afhankelijk van wederkeerigheid.

Die termijnverlenging evenwel, doet een kiesch vraagstuk oprijzen betreffende den toestand van degenen die intusschen in België de uitvinding mochten in bedrijf genomen hebben, waarvoor een aanvraag in het buitenland werd neergelegd. Weliswaar behoudt artikel 4 van het tusschenstaatsch verdrag de rechten voor van derden; maar er bestaan meeningsverschillen omtrent de nauwkeurige draagwijdte van dit voorbehoud, en inzonderheid omtrent het vraagstuk of derden, die de uitvinding gedurende den voorrangstermijn in bedrijf genomen hebben er toe gerechtigd zijn, tegenover den buitenlandschen uitvinder, het exceptief verweermiddel, genoemd « persoonlijk bezit », in te roepen, wat voor uitwerksel zou hebben die personen aan de rechtsvordering, ingespannen wegens namaking, te doen ontsnappen en zeer toe te machtigen hun bedrijf voort te zetten. De oplossing dezer twistzaak zou ons buiten het kader van het wetsontwerp leiden, dat geen ander doel heeft dan de overgangs- en dringende vraagstukken te regelen. Maar het ontwerp voert een eenvoudige en gemakkelijke rechtspleging in ten behoeve der belanghebbenden, die zich buiten alle gevaar willen stellen en hun bedrijf in regel brengen. Het zal voldoende zijn, binnen drie maand na het in werking treden der wet, een gerechtelijk onderzoek te vragen er toe bestemd den staat van hun bedrijf vast te stellen. Het verslag van den deskundige zal op dezelfde wijze bekend gemaakt worden als de brevetbeschrijving.

Door het invoeren van deze rechtspleging beoogt het ontwerp een overeenkomst te bewerken tusschen den inbedrijfnemer en den uitvinder, door het verleenen van een vergunning. Zoo blijft het verworven recht van den inbedrijfnemer geëerbiedigd, terwijl de uitvinder een door de belanghebbenden zelf billijk geachte vergoeding zal ontvangen; dienaangaande zullen ze in volle vrijheid handelen. Ten einde op den inbedrijfnemer een billijke drukking uit te oefenen om hem tot die overeenkomst te overhalen, legt het ontwerp hem sommige verplichtingen op voor 't geval de onderhandelingen niet tot een overeenkomst mochten leiden: aan 's Lands Schatkist jaarlijks een heffing betalen drie maal hooger dan die, welke de wet aan den uitvinder oplegt, aan den uitvinder de namakingen vermelden, die hem mochten bekend geraken, de verwarring vermijden tusschen zijn voortbrengselen en die van den uitvinder, dezen elk jaar op de hoogte brengen van den omvang van zijn bedrijf, dit alles op straf van schadeloosstelling en zelfs van intrekking van het inbedrijfnemingsrecht.

Het spreekt vanzelf dat de aan den inbedrijfnemer opgelegde heffing onafhankelijk is van die door den brevethouder verschuldigd. En op grond van hetzelfde beginsel, indien de brevethouder van de heffing ontslagen werd, gelijk zulks het geval zou zijn indien het aangevraagd brevet ten doel had een vroeger door denzelfden uitvinder in België bekomen brevet te ver-

beteren, zou de inbedrijfnemer niet minder verplicht zijn het drievoud te betalen van de gewone heffing in verband met een uitvindingsbrevet, naar de jaarlijksche door de wet vastgestelde geleidelijke toename.

Ten slotte moet er worden op gewezen dat het artikel alleen de inbedrijfneming beoogt gedaan tusschen ten 31 Juli 1914, niet inbegrepen, en den dag van het in werking treden der voorgestelde wet. Elke inbedrijfneming gedaan tot op 31 Juli 1914 of na het in werking treden dezer wet blijft aan het gemeen recht onderworpen.

Voormelde inbedrijfneming moet bovendien geschied zijn zonder bedrog, maar deze uitdrukking vergt een woordje uitleg. Het feit alléén dat de inbedrijfnemer het door den uitvinder in het buitenland aangevraagd brevet mocht gekend hebben, zou geen bedrog zijn; want op zichzelf had dat brevet geen waarde in België, en zoolang de uitvinder geen gebruik had gemaakt van het voorrangsrecht door het neerleggen van een brevetaanvraag in ons land, bleef er de inbedrijfneming vrij. Maar er zou bedrog bestaan indien de inbedrijfnemer op onbehoorlijke wijze kennis gekregen had van de uitvinding, bijvoorbeeld wanneer het een gewezen bediende van den uitvinder is, op de hoogte van de uitvinding wegens het door hem verricht werk, of wanneer de inbedrijfnemer met den uitvinder in onderhandeling geweest is voor het overlaten van zijn rechten in België, of in al andere omstandigheden, waarbij aan de handelseerlijkheid afbreuk werd gedaan. Daarom wordt in het ontwerp de uitdrukking « zonder bedrog » gebruikt en niet de uitdrukking « te goeder trouw », want deze zou in dezen zin worden uitgelegd, dat het recht tot regeling der inbedrijfneming zou uitgesloten zijn zoodra de inbedrijfnemer van het in het buitenland aangevraagd brevet mocht kennis gehad hebben.

Om dezelfde reden zal het artikel zelfs dan toepasselijk zijn wanneer het in het buitenland aangevraagd brevet vóór den oorlog mocht genomen zijn en de Belgische inbedrijfnemer er aldus kennis van had kunnen krijgen of er zelfs werkelijk kennis van gehad heeft voor de verkeerstemming.

Het is overigens goed verstaan dat het artikel aan den inbedrijfnemer slechts een recht geeft en niet een verplichting oplegt. Acht hij het niet noodig de voorgeschreven formaliteiten te vervullen, of beantwoordt hij niet aan de vereischte voorwaarden, of gaat het om de inbedrijfneming vóór den 31 Juli 1914 of na het in werking treden der wet, dan blijft het gemeen recht van toepassing, 't is te zeggen dat de inbedrijfnemer het bij artikel 4 van het tusschenstaatsch verdrag voorzien voorbehoud van het recht van derden mag invoeren met de gevaren verbonden aan de betwiste beteekenis dier uitdrukking.

Artikel 9 beoogt enkel de brevetten en niet de fabrieksmerken noch de teekeningen of modellen, Voor die takken van den nijverheidseigendom komt de vraag ook niet van pas. Het ware in strijd met het beginsel zelf der wet op de fabrieksmerken aan te nemen dat hetzelfde merk aan verschillende personen kan toebehooren. Wat verder de teekeningen en modellen betreft, is het niet denkbaar dat een gelijke teekening of model door verschillende personen wordt neergelegd.

Artikel 10 heeft ten doel van alle veroordeeling wegens namaking te ontslaan, degenen, die gedurende de bezetting gebrevetteerde uitvindingen of ten behoeve van derden neergelegde merken, teekeningen of modellen te goeder trouw in bedrijf genomen hebben. Deze bepaling steunt, als de vorige, op de onmogelijkheid voor de in bezet België gebleven personen te weten wat er aan den overkant van de vuurlijn omging. Maar tusschen beide gevallen is er een groot verschil. In het geval voorzien bij artikel 9 bezat de eigenaar van het brevet, merk, model of tekening geen wettig recht in België. Inderdaad, zijn vraag was nog niet neêrgelegd, hij bevond zich enkel in den voorrangstermijn, die de wet voor die neêrlegging verleent. In dit geval van artikel 10 daarentegen, heeft de eigenaar de neêrlegging reeds gedaan en bezit hij een door de wet erkend recht. Ook is het niet voldoende, dat de inbedrijfnemer, om aan de straffen voor namaking te ontsnappen, zonder bedrog is te werk gegaan; het is volstrekt noodzakelijk dat hij te goedertrouw is geweest, 't is te zeggen dat hij de neêrlegging niet heeft gekend.

Die bepaling nochtans, door haar algemeenheid, zal van toepassing zijn zelfs wanneer de beoogde neêrlegging in België werd gedaan. Wegens het moeilijk verkeer binnen het bezet gebied zelf, wegens het sluiten gedurende een bepaalden tijd van het brevetambt, kon het publiek niet, gelijk in gewone tijden, inlichtingen bekomen omtrent de uitsluitende rechten, welke derden mochten verworven hebben. Dat echter is vooral een feitelijke vraag. Indien, bijvoorbeeld, op de in België neergelegde vraag een door de bezettende macht afgeleverd brevet is gevolgd, en indien die brevetverleening werd bekend gemaakt, dan kunnen de gerechten, naar de omstandigheden, beslissen dat die feiten de goede trouw bij den verweerder uitsluiten.

In alle geval kan het gerecht, zelfs wanneer het het exceptief verweermiddel van goede trouw aanneemt, den verweerder veroordeelen tot de kosten van de rechtsvordering, daar deze ingevolge zijn handeling werd ingesteld.

Ten slotte dient er opgemerkt dat, anders dan in artikel 9, het in artikel 10 aangenomen exceptief verweermiddel van goede trouw geen ander uitwetsel heeft dan den verweerder te ontslaan van de straffen voor namaking, maar hem het recht niet kan verleen en om de inbedrijfneming voort te zetten. Dat artikel laat het gerecht enkel toe hem een tijdsbestek te verleen en om een einde te stellen aan dat bedrijf en het zonder al te groot verlies te kunnen vereffen en.

Het exceptief verweermiddel van goede trouw, in artikel 10 aangenomen, is toepasselijk op het heele tijdperk begrepen tusschen het begin en het einde der vijandelijkheden; dat tijdperk wordt zelfs gerek t tot op 31 December 1918, omdat het maar billijk is den inbedrijfnemer wat tijd te verleen en om inlichtingen in te winnen.

Mocht het geval voorkomen dan kunnen de artikelen 9 en 10 ook ingeroepen worden door degenen, die een brevet in bedrijf genomen hebben in dat gedeelte van België, dat aan de bezetting ontsnapte. De wet maakt hier geen onderscheid, daar het onbezet gebleven gedeelte van België oorlogsgebied

zijnde, de verkeersmoeilijkheden er nagenoeg dezelfde waren als in het bezet gedeelte.

De verkeersmoeilijkheden zijn overigens de eenige reden niet, waardoor artikel 10 wordt gebillijkt. De algemeene storing in den nijverheids- en handelstoestand, de levensmoeilijkheden hebben de meeste lieden in de noodzakelijkheid gesteld alle middelen te gebruiken om zich levensmiddelen aan te schaffen. Het is dus een maatschappelijk belang aan degenen amnestie te verleenen, die, te goeder trouw, inbreuk gemaakt hebben op het nijverheidsmonopolium van een ander. Even daarom zal artikel 10 kunnen ingeroepen worden voor handelingen begaan tijdens de vijandelijkheden, zelfs wanneer het oude brevetten, merken of modellen geldt, waarvan derden, op zijn strengst genomen, reeds vóór den oorlog kennis mochten gehad hebben. Evenzoo, wanneer de inbedrijfneming, te goeder trouw vóór den 1^{ste} Augustus 1914 begonnen, later voortgezet, zal de inbedrijfnemer voor de vóór dien datum begane feiten, behandeld worden als een namaker, die te goeder trouw heeft gehandeld, maar ontslagen worden van alle straf voor later begane feiten.

Werd de inbedrijfneming in België gedurende den voorrangstermijn, doch vóór het neerleggen der aanvraag van een Belgisch brevet begonnen en werd dat Belgisch brevet nadien, 'tzij in bezet België, 'tzij in Havre vóór het staken der vijandelijkheden aangevraagd, dan blijft alleen artikel 9 toepasselijk krachtens het beginsel : *mala fides superveniens non nocet*. Dat spreekt overigens vanzelf, vermits artikel 9 toelaat de inbedrijfneming zelfs in 't vervolg voort te zetten.

Artikel 11 regelt de betaling der wegens den oorlog uitgestelde brevetjaarsommen. De verschillende bepalingen van dat artikel vergen geen grooten uitleg.

Het koninklijk besluit van 5 Augustus 1914 heeft de tijdsbestekken voor de betaling maar geschorst van 4 Augustus af. Die schorsing dient terugte werken tot in Augustus, omdat de stoornis van dien dag af reeds groot genoeg was om elke betaling moeilijk te maken, te meer daar de 2 Augustus een zondag was.

Het was noodig de betaling der jaarsommen weer zoodanig in te richten dat de vroegere jaarlijksche vervaldagen bewaard bleven, om verwarring, dwaling en groote verwikkeling van het administratiewerk te voorkomen. § 2 van het artikel beantwoordt aan dien wensch. Daar het niet mogelijk was ten deze een vasten dag te bepalen, ingezien de onzekerheid, waarin wij zelfs nu nog verkeerden aangaande den dag, waarop de vrede zal getceekend worden, zoo was het het eenvoudigst aan de Regeering de zorg over te laten dien dag bij koninklijk besluit vast te stellen.

§ 3 beoogt de binnen de zes maand, die het begin der vijandelijkheden voorafgingen, vervallen jaarsommen, welke bij toepassing van artikel 22 der wet van 24 Mei 1854, gewijzigd door die van 27 Maart 1857 hadden moeten betaald worden na het uitbreken van den oorlog.

§ 4 ontslaat de Administratie er van voor de betaling der heffingen vooraf te waarschuwen; het ware inderdaad voor de Administratie prak-

tisch onmogelijk deze voorafgaande waarschuwing te doen voor een zoo groot getal achterstallige jaarsommen; de uitvinders zullen voldoende gewaarschuwd zijn door de wet zelf.

Evenals artikel 11 de uitvinders behoedt voor het verval wegens niet betaling der jaarsommen, zoo behoedt artikel 12 ze voor dat wegens niet-inbedrijfneming van het brevet.

Artikel 13 voorziet de verlenging van den duur der brevetten, welke verlenging overigens reeds bevat ligt in artikel 11. Die verlenging wordt hevig verlangd door de uitvinders, die in de onmogelijkheid zijn geweest gedurende den oorlog hun brevetten met vrucht te benutten en die een echte teleurstelling zouden oploopen indien aan hun verlangen niet werd voldaan. Maar hen moet niet verzwegen worden dat die verlenging groote bezwaren oplevert als men de rechten van derden in aanmerking neemt. Ook is het noodzakelijk maatregelen te treffen om de verschullende tegenover elkander staande belangen te vrijwaren.

Naar het ontwerp zal de duur der verlenging dezelfde zijn als deze voorzien bij artikel 11 voor de betaling der jaarsommen; voor elk brevet zal ze loopen van den 1^{en} Augustus 1914 tot den eersten vervalldag der jaarsom, die volgen zal op den bij koninklijk besluit vast te stellen dag, als zijnde de dag, waarop de zaken tot den gewonen stand zijn teruggekeerd. Met een woord, het heel tijdperk van nijverheids- en handelsstoornis wordt afgetrokken alsof het niet bestaan had.

Maar wordt het bewezen dat de eigenaar van een bepaald brevet of de vergunninghouder ondanks den oorlog, de uitvinding met voordeel heeft inbedrijfgenomen, dan mogen de gerechten, waarbij de vraag of het brevet vervallen is, 'tzij door een rechtstreeksche vordering, 'tzij als verwerping bij een rechtsvordering wegens namaking aanhangig werd gemaakt, aan den eischer het voordeel der verlenging weigeren. Zijn er verschillende rechthebbers op hetzelfde brevet, dan moet de toestand van elk hunner, in dat opzicht, afzonderlijk worden beoordeeld.

Het voordeel der verlenging kan door de vreemdelingen niet worden geëischt dan onder voorwaarde van wederkeerigheid.

Maar is de gewone duur van het brevet tijdens den oorlog vervallen en heeft een derde persoon het brevet na dien vervalldag in bedrijf genomen, dan eischt de eerbiediging der verworven rechten niet alleen dat de voormelde derde persoon aan elke rechtsvordering wegens namaking ontsnappe, maar zelfs dat hij het recht hebbe de inbedrijfneming voort te zetten. Het moet zoo zijn, zelfs wanneer hij met de inbedrijfneming van het brevet begonnen is voor den regelmatigen vervalldag en hij alzoo onder de toepassing der wet zou vallen wegens die vroegere inbedrijfneming; onwettig in den aanvang is deze echter wettig geworden den dag, waarop de inbedrijfnemer, krachtens de geldende wet, het brevet heeft kunnen en moeten als vervallen beschouwen.

Het ontwerp stelt met hen, die de uitvinding in bedrijf genomen hebben, degenen gelijk, die de inbedrijfneming slechts begonnen hebben door het oprichten van fabrieken, bedrijfs- of bergruimten, door het doen van bestel-

lingen of door het verrichten van andere dergelijke handelingen, die niet eenvoudig verre voorbereidingen zijn, maar reeds een begin van bedrijfsuitoefening laten onderstellen, waarvoor ze uitgaven hebben gedaan of tegenover derden verbintenissen hebben aangegaan. Het is billijk hetzelfde recht te verleenen aan derde personen, die vervolmakingen van het voorwerp van een gedurende den oorlog vervallen brevet hebben uitgevonden en die niet mogen inbedrijfnemen zoolang het hoofdbrevet bestaat.

De toepassing dier bepalingen zal overigens eindigen op een het in werking treden der wet zeer nabijstaanden datum, want het komt er op aan de list te verijdelen, er in bestaande met de inbedrijfneming aan te vangen, nadat het ontwerp door het volk zal gekend zijn.

Artikel 14 stelt de wederkeerigheidsvoorwaarde vast, vereischt om de voordeelen der artikelen 8, 10, 12 en 13 toepasselijk te maken op aanhoorigen van andere landen.

Wat betreft de vaststelling der wederkeerigheid, bleek het niet gelegen aan het stelsel der zuivere wederkeerigheid vast te houden, dat aan de gerechten de zorg overlaat in elk bijzonder geval te onderzoeken of er wederkeerigheid bestaat. De nadeelen van dat stelsel, dat de deur openlaat voor de mogelijkheid van tegenstrijdige beslissingen in de verschillende landen, kunnen als weinig belangrijk worden geacht voor de gewone zaken van het burgerlijk recht; heel anders is het gelegen met de zaken, die de volkshuisdelijke belangen van nabij aangaan, inzonderheid op een oogenblik, waarop de mededinging van de landen onderling scherper zal worden dan ooit, en dat er onder de mededingers zulke zijn, tegen welke bijzondere voorzorgen moeten worden genomen. Het is dan ook noodzakelijk, gelijk het in andere landen gedaan werd, aan de Regeering de zorg over te laten ambtelijk vast te stellen of er wederkeerigheid bestaat, zoodanig dat de eenheid van zienswijze onder de verschillende staten verwezenlijkt worde, en dat zij er desgevallend toe gebracht worden, hun inwendige wetgeving betreffende de rechten der vreemdelingen te verbeteren.

De artikelen 15, 16 en 17 hebben ten doel sommige moeilijkheden der praktijk te keer te gaan, welke mochten voorkomen als een min of meer rechtstreeksch gevolg van den oorlogstoestand.

Artikel 15 wijzig artikel 17 der wet van 24 Mei 1854 op de brevetten, door te bepalen dat de beschrijving voortaan alleen in 't Fransch of in 't Nederlandsch zal mogen opgesteld zijn, wanneer de aanvrager geen Belg is of met betrekking tot het genieten der burgerlijke rechten niet met de Belgen wordt gelijk gesteld.

De ondervinding heeft ons de gevaren leeren kennen van de Deutsche indringing. Het voorgesteld artikel heeft ten doel de Duitschers te beletten, misbruik makende van het feit dat hun taal door een klein getal landgenooten gesproken wordt, ons met in het Duitsch opgestelde brevetten te overstroomen. Voortaan zullen onze landgenooten en de vreemdelingen, die er toe gemachtigd zijn hun woonplaats in België te vestigen, alleen het recht bezitten die taal te gebruiken.

Artikel 16 heeft ten doel aan de administratie het zenden te vergemakke-

lijken van de door de wet voorgeschreven voorafgaande waarschuwingen, betreffende de betaling der jaarsommen in verband met de brevetten. Het zenden van die waarschuwingen naar het buitenland brengt moeilijkheden mede. Het gebeurt ook wel dat de uitvinder van woonplaats verandert en dat zijn nieuwe woonplaats door de administratie niet gekend is. Die moeilijkheden zullen na den oorlog, die zooveel verandering heeft te weeg gebracht in den toestand der menschen, nog méér voorkomen dan ooit. Daarom bepaalt het artikel dat de waarschuwing enkel in België moet gedaan worden ter woonplaats door den brevethouder opgegeven en dat, indien deze een gevolmachtigde heeft, de waarschuwing ter woonplaats van laatstvermelden zal gedaan worden.

Artikel 17 betreft de vertegenwoordiging der belanghebbenden door beroepsmatig gevolmachtigden. De administratie heeft soms erge vergrijpen vastgesteld in de handelwijze van sommige personen, die dat beroep uitoefenen. 't Is in het belang van iedereen dat de bevoegde Minister het recht hebbe de personen, die zich aldus schuldig gemaakt hebben aan erge vergrijpen, te verhinderen nog meer brevetaanvragen neer te leggen en nieuwe volmachten tegenover de administratie te vervullen.

De Regeering moet de aandacht van de Kamer vestigen op de hoogdringendheid van haar wetsontwerp wegens de thans geschorste belangrijke rechten, waarop het moet toegepast worden, onder meer, voor de aflevering van zoowat tien duizend gedurende den oorlog neergelegde brevetaanvragen.

De Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

Jⁿ WAUTERS.

PROJET DE LOI

réglant certaines questions en matière
de propriété industrielle.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de l'Industrie, du Travail et du Ravi-
taillement,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie, du
Travail et du Ravitaillement est
chargé de présenter, en Notre nom,
aux Chambres législatives, le projet
de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

La réception des demandes de bre-
vets d'invention, d'importation et de
perfectionnement qui a été faite dans
les bureaux du Ministère de l'Indus-
trie et du Travail, au Havre, tiendra
lieu de dépôt régulier. En conséquence,
la date légale de l'invention sera celle
de la dite réception, et un arrêté du
Ministre de l'Industrie, du Travail et
du Ravitaillement, constatant celle-
ci, sera délivré au déposant et consti-
tuera son brevet.

ONTWERP VAN WET

tot regeling van sommige vraagstuk-
ken betreffende den nijverheids-
eigendom.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op voordracht van Onzen Minister
van Nijverheid, Arbeid en Bevoorra-
ding,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Onzen Minister van Nijverheid,
Arbeid en Bevoorrading wordt er mee
belast in Onzen naam aan de Wet-
gevende Kamers het wetsontwerp voor
te stellen, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De ontvangst der aanvragen om
uitvindings-, invoer en vervolma-
kingsbrevetten in de bureelen van het
Ministerie van Nijverheid en Arbeid
te Havre, zal gelden als een regelma-
tige nederlegging. Dienvolgens zal de
wettelijke dagteekening der uitvinding
die zijn van gemelde ontvangst, en
een besluit van den Minister van
Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,
van die ontvangst doende blijken, zal
aan den nederlegger worden afgege-
ven en diens brevet uitmaken.

ART. 2.

Sur le vu d'une attestation fournie par le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, constatant la date de réception des pièces requises, les référendaires des tribunaux de commerce compétents recevront, dans les formes prescrites par la loi du 1^{er} avril 1879, les dépôts des marques de fabriques ou de commerce qui ont été inscrites dans les bureaux du Ministère de l'Industrie et du Travail, au Havre. Ils mentionneront dans leurs procès-verbaux la date de réception des pièces au dit Ministère. Les droits attachés au dépôt prendront cours à partir de cette date.

L'attestation du Ministre sera transmise au greffe par l'administration et restera annexée au procès-verbal.

ART. 3.

Sur le vu d'une attestation fournie par le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, constatant la date de réception des plis cachetés contenant les dessins et modèles industriels dans les bureaux du Ministère de l'Industrie et du Travail, au Havre, les greffiers des Conseils de prud'hommes compétents recevront, dans les formes prescrites par la loi du 16 mars 1806, les dépôts des dits plis. Ils constateront dans leurs procès-verbaux la date de la réception des pièces au dit Ministère. Les droits attachés au dépôt prendront cours à partir de cette date.

ART. 2.

Op inzage van het attest, verstrekt door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, van de dagteekening der ontvangst van de vereischte stukken doende blijken, zullen de referendarissen der bevoegde koop-handelsgerechten, in de vormen voorgeschreven bij de wet van 1 April 1879, de nedergelegde fabrieks- of koop-handelsmerken, die werden ingeschreven in de bureelen van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid te Havre ontvangen. In hun processen-verbaal zullen ze den dag van de ontvangst der stukken op voornoemd Ministerie vermelden. De aan de nederlegging verbonden rechten beginnen te loopen met dien dag.

Het attest van den Minister zal door de Administratie naar de griffie worden overgezonden en bij het proces-verbaal gevoegd blijven.

ART. 3.

Op inzage van een attest, verstrekt door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading en van den dag der ontvangst van de verzegelde nijverheidsteekenissen of modellen bevattende omslagen in de bureelen van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid te Havre doende blijken, zullen de griffiers der bevoegde werk-rechtersraden, in de vormen voorgeschreven bij de wet van 18 Maart 1806, gemelde nedergelegde omslagen ontvangen.

In hun processen-verbaal zullen ze doen blijken van den dag der ontvangst van de stukken op gemeld Ministerie. De met de nederlegging verbonden rechten beginnen te loopen met dien dag.

L'attestation du Ministre sera transmise au greffe par l'administration, avec les plis cachetés déposés au Havre et restera annexée au procès-verbal.

ART. 4.

Les régularisations prévues par les articles 2 et 3 ci-dessus devront être faites à la diligence des intéressés, qui auront à se présenter à cet effet dans les greffes compétents, au plus tard avant l'expiration des six mois à dater de la ratification du traité de paix, à peine d'être forclos du bénéfice du dépôt fait au Havre.

ART. 5.

Les articles 1, 2 et 3 sont applicables aux dépôts effectués pour la Belgique au Patent Office de Londres, à condition que les intéressés en fassent la demande dans le délai de six mois à dater de la ratification du traité de paix et que, pour ce qui concerne les brevets, ils aient au préalable acquitté la taxe de dix francs établie par l'article 3 de la loi du 24 mai 1854.

ART. 6.

Il sera délivré des brevets, par arrêté ministériel, conformément à l'article 19 de la loi du 24 mai 1854, en suite des demandes qui, pendant l'occupation allemande, ont été déposées régulièrement et conformément à l'article 17 de la dite loi, dans la partie occupée de la Belgique, soit que ces demandes aient ou n'aient pas

Het attest van den Minister zal met de te Havre nedergelegde verzegelde omslagen door de administratie naar de griffie worden overgezonden en bij het proces-verbaal gevoegd blijven.

ART. 4.

Tot de bij de bovenstaande artikelen 2 en 3 voorziene regelingen zal moeten worden overgegaan op het verzoek der belanghebbenden, welke zich te dien einde, op straf van verstoken te worden van het voordeel verbonden aan te Havre gedane nederlegging, ten laatste voor het verlopen van zes maand, ingaande op den dag van de bekrachtiging van het vredesverdrag, op de bevoegde griffies zullen moeten aanmelden.

ART. 5.

De artikelen 1, 2 en 3 zijn toepasselijk op de nederleggingen voor België gedaan op het Patent Office te Londen, op voorwaarde dat de belanghebbenden er de aanvraag toe doen binnen de zes maand, ingaande op den dag van de bekrachtiging van het vredesverdrag, en dat ze, wat de brevetten betreft, vooruit de heffing van tien frank hebben betaald, vastgesteld bij artikel 3 der wet van 24 Mei 1854.

ART. 6.

Bij Ministerieel besluit zullen brevetten worden afgegeven overeenkomstig artikel 19 der wet van 24 Mei 1854, ingevolge aanvragen tijdens de Duitse bezetting regelmatig nedergelegd en overeenkomstig artikel 17 van voormelde wet, in het bezet gedeelte van België nedergelegd, onverschillig of die aanvragen al of niet

donné lieu à la délivrance d'un brevet par l'occupant.

Seront considérés comme valides, les actes de poursuite qui auraient été accomplis en vertu d'arrêtés de brevet délivrés par l'occupant.

ART. 7.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du 24 mai 1854, modifié par l'arrêté royal du 15 décembre 1912, les brevets visés par l'article précédent ne comporteront qu'une seule description, soit en langue française, soit en langue flamande, soit en langue allemande, sauf dans ce dernier cas, que la description en langue allemande devra être accompagnée d'une traduction en langue française ou flamande, lorsque l'inventeur ne sera pas domicilié en Belgique.

ART. 8.

Les délais de priorité établis par l'article 4 de la Convention d'Union de Paris, modifiée à Washington en 1911, qui n'étaient pas expirés au 1^{er} août 1914 ou qui ont pris naissance après cette date, sont prolongés jusqu'à l'expiration des six mois qui suivront la ratification du traité de paix.

ART. 9.

Sans préjudice des droits réservés aux tiers par l'article 4 de la Convention internationale, ceux qui, postérieurement au 31 juillet 1914 et avant la mise en vigueur de la présente loi, auront, sans fraude, exploité

aanleiding hebben gegeven tot het verstrekken van een brevet door den bezetter.

Worden voor geldig gehouden, de akten van vervolging, waartoe werd overgegaan krachtens besluiten omtrent door den bezetter verstrekte brevetten.

ART. 7.

Overeenkomstig artikel 4 van het Koninklijk besluit van 24 Mei 1854, gewijzigd bij Koninklijk besluit van 15 December 1912, brengen de in voorgaand artikel bedoelde brevetten pas één beschrijving mede, dat is in het Fransch, in het Nederlandsch of in het Duitsch, in laatst gemeld geval zóó echter dat, zoover de uitvinding zijn woonplaats niet in België heeft, de beschrijving in het Duitsch gepaard dient te gaan met een vertaling in het Fransch of in het Nederlandsch.

ART. 8.

De voorrangstermijnen, vastgesteld bij artikel 4 van het vereenigingsverdrag van Parijs, in 1911 te Washington gewijzigd, die den 1 Augustus 1914 niet verstreken waren, of die na dien dag zijn begonnen te loopen, worden verlengd tot aan het einde van de zes maand, die zullen volgen op de bekrachtiging van het vredesverdrag.

ART. 9.

Ongeminderd de rechten, bij artikel 4 der tusschenstaatsche overeenkomst voor derden voorbehouden, zullen degenen die, na den 31^{en} Juli 1914 en vóór het in werking treden dezer wet, zonder bedrog tijdens den

une invention brevetée pendant le délai de priorité, ou leurs ayants-droit, pourront régulariser cette exploitation en présentant, dans les trois mois à dater de la mise en vigueur de la présente loi, une requête au Président du Tribunal de première instance dans le ressort duquel est situé leur établissement, à fin de désignation d'un expert qui constatera l'état de la dite exploitation et déposera son rapport au greffe dans le mois de la désignation. Le rapport contiendra un titre indiquant d'une manière sommaire et précise l'objet ou le procédé exploité. Le greffier dressera de ce dépôt un procès-verbal qui reproduira ce titre.

Dans le mois du dépôt, le greffier transmettra au Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, aux frais du requérant, une copie certifiée conforme du procès-verbal et du rapport de l'expert. Ces copies seront exemptes des droits de timbre et d'enregistrement.

* La requête, l'ordonnance, le rapport et le procès-verbal seront à la disposition du public soit au greffe soit au Ministère. Le procès-verbal et le rapport de l'expert seront publiés dans les mêmes formes que les brevets.

A moins d'un accord entre le breveté et l'exploitant, celui-ci sera tenu :

1° De payer annuellement au Trésor des taxes équivalentes au triple

voorrangstermijn en gebreveteerde uitvinding mochten in bedrijf hebben genomen, of de rechtverkrijgenden van die personen, dat bedrijf kunnen regelmatig maken met, binnen de drie maand, ingaande op den dag van het in werking treden dezer wet, een verzoekschrift te zenden naar den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg in welker rechtsgebied hun inrichting gelegen is, ten einde een deskundige te laten aanwijzen, die van den toestand van gemeld bedrijf zal laten blijken en zijn verslag zal ter griffie nederleggen binnen de maand der aanwijzing. Het verslag zal een titel behelzen, waarbij op beknopte en nauwkeurige wijze het benutte voorwerp of de benutte werkwijze wordt gekenschetst. De griffier zal van die nederlegging een proces-verbaal opmaken, waarin die titel zal worden overgenomen. Binnen de maand der nederlegging zal de griffier op kosten van den verzoeker aan den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading een voor eensluidend verklaard afschrift van het proces-verbaal en van het verslag van den deskundige laten geworden. Die afschriften zullen vrij zijn van zegel- en registratiekosten.

Het verzoekschrift, het bevelschrift, het verslag en het proces-verbaal zullen ter beschikking zijn van 't publiek 'tzij op de griffie 'tzij op het Ministerie. Het proces-verbaal en het verslag van den deskundige zullen openbaar worden gemaakt in dezelfde vormen als de brevetten.

Ten ware een overeenkomst tusschen den brevethouder en den inbedrijfnemer tot stand kwam, zal deze verplicht zijn :

1. Jaarlijks aan 's Land Schatkist heffingen te betalen gelijkstaande met

des annuités qui restent à la charge du breveté;

2° De signaler au breveté les faits de contrefaçon qui viendraient à sa connaissance;

3° De recourir aux moyens généralement suivis pour éviter la confusion entre ses produits et ceux du breveté ou ceux des licenciés de celui-ci;

4° De renseigner, chaque année, le breveté au sujet de l'importance de son exploitation.

Tout exploitant qui ne satisferait pas à ces obligations, pourra être condamné à des dommages et intérêts envers le breveté, et le tribunal pourra, en outre, lui faire défense de continuer l'exploitation.

ART. 10.

Aucune condamnation du chef de contrefaçon de brevet, de marque de fabrique et de commerce ou de dessin ou modèle industriels ne pourra être prononcée pour des faits qui ont été accomplis de bonne foi entre le 31 juillet 1914 et le 31 décembre 1918 : toutefois les dépens pourront être mis à charge du défendeur.

Le tribunal pourra accorder au défendeur un délai équitable pour liquider l'exploitation constitutive de la contrefaçon dans les conditions que le tribunal déterminera.

ART. 11.

L'exécution de l'article 22 de la loi du 24 mai 1854, modifié par la loi du 27 mars 1857, qui a été suspendue à

het drievoud van de ten laste van den brevethouder blijvende jaarsommen;

2. Aan den brevethouder de feiten van namaking vermelden, die te zijner kennis mochten komen.

3. De over 't algemeen gebruikte middelen aan te wenden om verwarring te vermijden tusschen zijn voortbrengselen en die van den brevethouder of van diens vergunninghouders.

4. Telken-jare den brevethouder in te lichten omtrent den omvang van zijn bedrijf.

Elke inbedrijfnemer, welke die verplichtingen niet mocht nakomen, zal kunnen veroordeeld worden tot het betalen van schadevergoeding aan den brevethouder en het gerecht zal hem bovendien kunnen verbieden zijn bedrijf voort te zetten.

ART. 10.

Uit hoofde van namaking van een brevet, fabrieks- of koophandelsmerk, nijverheidsteekening of -model, zal geenszins kunnen worden veroordeeld voor feiten, waartoe te goeder trouw werd overgegaan tusschen den 31 Juli 1914 en den 31 December 1918; de kosten nochtans zullen ten laste van den verweerder kunnen worden gelegd.

Het gerecht zal den verweerder onder de voorwaarden die het zal vaststellen, een billijk tijdsbestek kunnen verleen en om het namaaksel-bedrijf te vereffen en.

ART. 11.

De uitvoering van artikel 22 der wet van 24 Mei 1854, gewijzigd bij de wet van 27 Maart 1857, die met

partir du 4 août 1914 par l'arrêté royal du 5 août 1914, sera rétablie dans les conditions ci-après :

1° La suspension des délais ordonnés par l'arrêté royal du 5 août 1914 remontera au 1^{er} août.

2° Le paiement de la première annuité en souffrance deviendra exigible au jour de l'échéance annuelle qui suivra une date à fixer par arrêté royal. Ce paiement ne comportera aucun délai de grâce. Les annuités subséquentes seront payables chaque année, au jour anniversaire du dépôt de la demande de brevet.

3° Les annuités échues du 1^{er} février au 31 juillet 1914 qui n'ont pas été payées dans les délais prévus par les lois précitées, devront être acquittées dans le délai prévu au 2° du présent article, sans nouveau délai de grâce et, le cas échéant, majorées de la somme de dix francs exigible lorsque le paiement n'a pas eu lieu dans le mois de l'échéance.

4° Par dérogation à l'article 22 prémentionné, le paiement des annuités afférentes aux brevets visés par le présent article ne donnera lieu obligatoirement à aucun avertissement préalable.

5° Les brevetés qui, nonobstant l'arrêté royal du 5 août 1914, ont acquitté les annuités échues, bénéficieront également des dispositions ci-dessus ; les versements effectués seront considérés comme anticipatifs.

den 4 Augustus 1914 bij Koninklijk besluit van 5 Augustus 1914 werd geschorst, zal onder de volgende voorwaarden weer ingaan :

1° De schorsing der tijdsbestekken, bevolen bij Koninklijk besluit van 5 Augustus 1914, zal beginnen den 1 Augustus.

2° De eerste achterstallige jaarsom zal opeischbaar worden dende dag van den jaarlijkschen vervaltijd volgende op een bij Koninklijk besluit vast te stellen dag. Voor het betalen daarvan zal geenerlei bijgevoegde tijdsbepaling worden verleend. De later volgende jaarsommen zullen telken jare betaalbaar zijn op den verjaardag van de nederlegging der brevet-aanvraag.

3° De jaarsommen, vervallen tusschen den 1^{en} Februari en den 31 Juli 1914 en niet betaald binnen de door voormelde wetten voorziene termijnen, zullen zonder nieuwe bijgevoegde tijdsbepaling moeten worden betaald binnē den bij 2° van dit artikel bepaalden termijn, in voorkomend geval vermeerderd met de som van tien frank, opeischbaar zoo tot de betaling niet werd overgegaan binnen de maand van den vervaldag.

4° Bij afwijking van voormeld artikel 22 zal men, wat betreft het betalen der jaarsommen voor de in dit artikel bedoelde brevetten, niet verplicht zijn vooraf te waarschuwen.

5° De brevethouders, die, ondanks het Koninklijk besluit van 5 Augustus 1914 de vervallen jaarsommen hebben betaald, zullen eveneens uit bovenstaande bepalingen voordeel trekken ; de stortingen, waartoe werd overgegaan, zullen voor vooruitgedaan worden gehouden.

ART. 12.

Les délais fixés pour l'exploitation obligatoire des brevets, qui n'étaient pas encore expirés le 1^{er} août 1914, seront réputés avoir été suspendus et avoir cessé de courir depuis cette date jusqu'à l'expiration des six mois qui suivront la ratification du traité de paix. Il en sera de même pour les délais nés postérieurement au 31 juillet 1914.

ART. 13.

Dans la computation de la durée des brevets qui n'étaient pas expirés avant le 1^{er} août 1914, on ne comptera pas le temps compris entre cette date et la première échéance d'annuité qui suivra la date à fixer par le Gouvernement en exécution du n° 2 de l'article 11.

Les tiers qui, avant le 15 juin 1919, auront exploité l'objet d'un brevet qui était tombé dans le domaine public postérieurement au 1^{er} août 1914, auront le droit de l'exploiter dans l'avenir et ne pourront être inquiétés de ce chef.

Le droit d'exploiter l'objet de tout brevet tombé dans le domaine public postérieurement au 31 juillet 1914 appartiendra également à quiconque justifiera avoir, antérieurement au 15 juin 1919, commencé l'installation d'usines, ateliers ou magasins, ou fait des commandes, ou accompli d'autres actes impliquant un commencement d'exploitation, ou découvert des perfectionnements à l'objet du dit brevet.

ART. 12.

De voor het verplicht in bedrijf nemen der brevetten bepaalde termijnen, die den 1^{en} Augustus 1914 nog niet waren verstreken, zullen voor geschorst en in hun loop gestremd worden gehouden te beginnen met dien dag tot aan het verstrijken van de zes maand volgende op het bekrachtigen van het vredesverdrag.

ART. 13.

Bij het berekenen van den duur der brevetten, die niet vóór den 1^{en} Augustus 1914 vervallen waren, zal men den tijd niet meetellen, begrepen tusschen dien dag en den eersten vervalldag volgende op den dag door de Regeering, ter invoering van n° 2 van artikel 11 vast te stellen.

De derde personen die, vóór den 15 Juni 1919, het voorwerp van een brevet, dat na den 1^{en} Augustus 1914 openbaar eigendom was geworden, mochten hebben in bedrijf genomen, zullen er toe gerechtigd zijn het in de toekomst te blijven benutten en zullen uit dien hoofde niet mogen worden lastig gevallen.

Het recht om het voorwerp van eenig brevet, na den 31^{en} Juli 1914 algemeen eigendom geworden, komt eveneens toe aan eenieder, die er van zal doen blijken voor den 15^{en} Juni 1919 begonnen te zijn met het oprichten van fabrieken, bedrijfs- of bergruimten, die bestellingen mocht hebben gedaan of andere handelingen mocht hebben verricht, die een begin van bedrijfsuitoefening laten onderstellen, of die een vervolmaking van het voorwerp van gemeld brevet mocht hebben uitgevonden.

Le bénéfice de la prolongation pourra être retiré, en tout ou en partie, par les tribunaux, à l'inventeur ou à ses ayants-cause, lorsqu'il sera justifié qu'ils ont exploité avec profit entre le 1^{er} août 1914 et le 15 juin 1919.

ART. 14.

Le bénéfice des dispositions des articles 8, 10, 12 et 13 ne s'appliquera, en ce qui concerne les étrangers, qu'aux ressortissants des pays qui auront accordé aux ressortissants belges des avantages qui auront été reconnus équivalents par arrêté royal publié au *Moniteur belge*.

ART. 15.

Par dérogation à l'article 17 de la loi du 24 mai 1854, la description jointe à une demande de brevet devra être rédigée en français ou en flamand, lorsque le demandeur est étranger, à moins qu'il ne jouisse d'une autorisation d'établir son domicile en Belgique.

ART. 16.

L'alinéa 1^{er} de l'article 22 de la loi du 24 mai 1854, modifié par la loi du 27 mars 1857, est complété comme suit : « L'avertissement préalable doit être adressé, dans le pays seulement, soit au breveté lui-même, soit à son mandataire, dans chaque cas au domicile qu'ils auront indiqué à cet effet. »

Het voordeel der verlenging zal door de gerechten aan den uitvinder of zijn rechtverkrijgenden geheel of gedeeltelijk kunnen worden onttrokken, wanneer het zal bewezen zijn dat ze het brevet tusschen den 1^{en} Augustus 1914 en den 15^{en} Juni 1919 met voordeel zullen hebben in bedrijf genomen.

ART. 14.

Het voordeel van de bepalingen der artikelen 8, 10, 12 en 13 zal, wat de vreemdelingen betreft, enkel toepasselijk zijn op de aanhoorigen van landen, welke aan aanhoorigen van den Belgischen Staat voordeelen zullen verleend hebben, voor gelijkwaardig erkend bij in den *Moniteur belge* uitgegeven Koninklijk besluit.

ART. 15.

Bij afwijking van artikel 17 der wet van 24 Mei 1854 zal de bij een brevetaanvraag gevoegde beschrijving, zoover de aanvrager een vreemdeling is, moeten opgesteld zijn in 't fransch of in 't Nederlandsch, ten ware dien aanvrager was vergund zijn woonplaats in België te vestigen.

ART. 16.

Lid 1 van artikel 22 der wet van 24 Mei 1854, gewijzigd bij de wet van 27 Maart 1857, wordt aangevuld als volgt : « De voorafgaande waarschuwing moet, enkel binnenslands, worden gedaan 'tzij aan den brevethebber zelf, 'tzij aan diens gevolmachtigde, in elk geval ter woonplaats welke ze met het oog daarop mochten hebben gekozen. »

ART. 17.

Tout mandataire professionnel qui se serait rendu coupable de fautes graves dans l'exercice de sa profession pourra être exclu, par le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, du droit de déposer, en cette qualité, des demandes de brevets.

Donné à Bruxelles, le 20 juin 1919.

ART. 17.

Elk beroepsmatig gevolmachtigde, die zich in het uitoefenen van zijn beroep mocht schuldig hebbengemaakt aan erge vergrijpen, kan door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading worden beroofd van het recht om, in die hoedanigheid, brevetaanvragen neder te leggen.

Gegeven te Brussel, den 20 Juni 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie,
du Travail et du Ravitaillement,*

Van 's Konings wege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.

